

Aux États-Unis, une diffusion des droits de douane aux prix à la consommation encore partielle, mais bien réelle

Depuis le début 2025, aux États-Unis, la hausse des droits de douane décidée par la nouvelle administration ravive les tensions inflationnistes. Les estimations des grands instituts divergent sur l'ampleur de la transmission des nouveaux droits de douane vers les prix à la consommation déjà réalisée à date. En revanche, elles convergent sur le diagnostic global : jusqu'à présent, l'impact se concentre essentiellement sur les biens manufacturés, à fort contenu importé. À court terme, les entreprises américaines ont amorti une partie du choc par la compression de leurs marges et la gestion des stocks, mais la transmission aux prix devrait se renforcer à mesure que ces amortisseurs s'érodent.

Afin d'illustrer la diffusion des droits de douane aux prix à la consommation aux États-Unis, il est possible de comparer la dynamique récente de l'inflation américaine avec celle observée en Europe, en neutralisant les différences méthodologiques de construction entre les deux indices. Ainsi, l'inflation américaine « à la manière de l'IPCH » (c'est-à-dire élaborée conformément à la méthodologie utilisée en zone euro), reconstituée dans cet éclairage, s'est établie à +2,7 % en septembre 2025 en glissement annuel, soit à un niveau supérieur à celui de la zone euro (+2,2 %), en raison d'un renchérissement concentré sur l'énergie et les biens. En effet, la hausse des tarifs de l'électricité et du gaz, portée par une forte demande énergétique indépendante de la politique douanière américaine, a ravivé la contribution énergétique à l'inflation aux États-Unis. Parallèlement, les prix des biens à fort contenu importé ont accéléré depuis le printemps, traduisant une transmission de la hausse des droits de douane concentrée pour l'heure sur ces produits. Par ailleurs, les prix à la production industrielle se redressent légèrement aux États-Unis, alors qu'ils stagnent en zone euro, attestant d'un effet de diffusion de la hausse des coûts des intrants et confirmant ainsi que les pressions inflationnistes pourraient s'accentuer outre-Atlantique dans les mois à venir.

Raphaële Adjerad

Aux États-Unis, la hausse des tarifs douaniers depuis début 2025 ravive les pressions sur les prix des biens

Depuis le début de l'année 2025, aux États-Unis, l'augmentation des droits de douane décidée par la nouvelle administration constitue une pression haussière sur les prix à la consommation. Par nature, les tarifs douaniers constituent en effet une taxe additionnelle sur les biens importés, au bénéfice des administrations publiques américaines, dont la charge peut être répartie entre plusieurs agents : les producteurs étrangers, susceptibles de consentir à des baisses de prix à l'exportation pour limiter la hausse du prix payé par le consommateur américain (c'est l'idée sous-jacente aux théories des droits de douane optimaux) ; les entreprises importatrices américaines, qui peuvent choisir d'atténuer la hausse de leurs prix de vente par rapport à l'augmentation du coût de leurs intrants via la compression de leurs marges ; enfin, les consommateurs finaux américains supportent les hausses des prix non absorbées par les deux premiers effets, ce qui se traduit par une érosion de leur pouvoir d'achat.

Les premiers bilans dressés par le [► Yale Budget Lab, 2025](#) en septembre indiquent que les prix des biens manufacturés connaissent depuis le début de l'année une rupture avec la tendance observée jusqu'en 2024. En effet, les prix des biens de consommation hors énergie et alimentation ont progressé de +1,5 % sur les six premiers mois de 2025, contre +0,3 % sur la même période un an plus tôt (glissement semestriel), plaçant leur niveau

environ 1,9 % au-dessus de la tendance estimée par les auteurs avant le début de la nouvelle politique tarifaire. Les hausses sont particulièrement marquées pour les équipements du foyer, l'électronique et l'ameublement, tandis que les prix des services demeurent stables.

Les prix à l'importation américains hors droits de douane, libellés en devises étrangères, ont augmenté fin 2024, puis ont reculé lentement en 2025 sans retrouver pleinement leur niveau de mi-2024 ([► Yale Budget Lab, 2025](#)). Cette configuration suggère que les producteurs étrangers n'ont que marginalement absorbé les nouveaux tarifs via une baisse de leur prix de vente. Elle corrobore aussi les constats antérieurs quand les États-Unis avaient procédé, à partir de la mi-2018, à des relèvements tarifaires sur un éventail de produits importés, notamment de nombreux matériaux et intrants industriels. D'après le [► Yale Budget Lab, 2025](#), ces droits de douane portaient sur un périmètre beaucoup plus étroit, touchant surtout des biens intermédiaires, et ont relevé le taux effectif moyen d'environ un point sur 2018-2019, avec une répercussion quasi intégrale sur les prix payés aux États-Unis, peu absorbée par les exportateurs étrangers.

Une transmission des droits de douane aux prix à la consommation encore partielle mais qui devrait se renforcer

Les estimations du *Yale Budget Lab* suggèrent qu'environ 60 % à 80 % des nouveaux droits de douane introduits début 2025 ont déjà été répercutés sur les prix à la consommation des biens de base à la mi-année. À plus

Conjoncture internationale

long terme, les chercheurs retiennent l'hypothèse d'une transmission quasi intégrale des tarifs vers les prix à la consommation, conformément aux enseignements des précédents épisodes tarifaires ([► Flaaen A., Hortaçsu A. et Tintelnot F., 2020](#) ; [► USITC, 2023](#)).

Les analyses du *Peterson Institute for International Economics* ([► PII, 2025](#)) et de [► Cavallo A., Llamas P. et Vazquez F., 2025](#) confirment un *pass-through* (c'est-à-dire une transmission de la hausse des droits de douane aux prix à la consommation) encore incomplet mais tangible. Toutefois, pour Cavallo et al., le *pass-through* serait plutôt de 20 %. En analysant des données dans le commerce de détail, ils montrent que les prix des biens importés augmentent plus rapidement que ceux des biens produits aux États-Unis, en particulier pour les produits en provenance de Chine, qui ont pâti des taxes douanières les plus importantes. Les produits domestiques substituts ont également vu leurs prix progresser, traduisant une diffusion de la hausse des prix au-delà du champ des importations. Dans tous les cas, ces résultats soulignent que l'effet inflationniste des tarifs douaniers se manifeste de façon progressive, combinant hausse directe des prix des biens importés et ajustement concurrentiel sur le marché intérieur.

À court terme, les entreprises américaines auraient principalement amorti le choc tarifaire par les marges et la gestion des stocks

À court terme, la charge des nouveaux droits semble donc avoir été en partie absorbée par les entreprises américaines elles-mêmes, même si les estimations divergent quant à l'ampleur de cette part. Les entreprises américaines auraient réduit leurs marges en ajustant les écarts entre coûts d'acquisition et prix de vente, limitant à court terme la répercussion sur les prix à la consommation. La gestion des stocks, souvent constitués avant la mise en œuvre des mesures tarifaires, aurait également contribué à amortir temporairement l'impact sur les prix de détail. À titre d'exemple, les stocks de biens durables ont augmenté de 19 % en moyenne entre mars et juillet 2025 et les stocks d'ordinateurs et de produits reliés ont augmenté de 33 % au seul mois de mars. Les prévisions récentes de l'[► OCDE, 2025](#) et du [► FMI, 2025](#) convergent vers ce diagnostic : ces institutions estiment que l'inflation américaine resterait au-dessus de la cible de +2 % d'inflation plus longtemps que dans les autres économies avancées, le *pass-through* devant se renforcer à mesure que les stocks et marges tampon s'épuisent. L'OCDE anticipe ainsi que l'inflation restera au-delà de +2 % tout au long de l'année 2026. Ces résultats sont confirmés par les prévisions du modèle de la [► Réserve fédérale de New York, 2025](#).

Des effets directs et indirects via les chaînes de valeur mondiales

Plusieurs institutions internationales mettent en lumière les canaux par lesquels les droits de douane américains pourraient entretenir les pressions inflationnistes à moyen terme. Selon la Banque des règlements internationaux ([► BIS, 2025](#)), trois mécanismes principaux sont à l'œuvre : un effet direct de renchérissement des prix à l'importation (*pass-through* partiel à ce stade mais tout de même rapide sur les biens concernés) ; un effet indirect via l'augmentation du coût des intrants importés dans les chaînes de valeur mondiales, susceptible de se diffuser à l'ensemble de la production manufacturière ; et un effet d'amplification lié à l'incertitude accrue, qui peut affaiblir l'ancrage des anticipations d'inflation et entraîner une spirale prix-salaires. La BIS souligne que, depuis la pandémie, les anticipations d'inflation sont plus sensibles aux chocs de prix, rendant les phases de désinflation plus lentes lorsque des tensions tarifaires réapparaissent.

Les analyses fondées sur les tableaux entrées-sorties du BEA par la [► Réserve Fédérale de Boston, 2025](#) confirment que les tensions tarifaires dépasseraient *in fine* le périmètre des importations finales : près de 6 % du panier de consommation sous-jacent pris en compte dans l'indice « core PCE » correspondraient à des biens directement importés, et environ 4 % supplémentaires à du contenu étranger intégré dans la production domestique, notamment dans les secteurs manufacturiers et les biens durables¹. Ainsi, près de 10 % de la consommation américaine sous-jacente serait exposée à long terme, directement ou indirectement, aux fluctuations des prix à l'importation.

L'inflation américaine « harmonisée » dépasse l'inflation en zone euro

Afin de faciliter la comparaison internationale de l'inflation, il est nécessaire de disposer d'un indicateur américain équivalent à l'indice des prix à la consommation harmonisé (« IPCH ») utilisé en Europe. Le *Bureau of Labor Statistics* (BLS) ayant cessé de publier un tel indicateur pour les États-Unis depuis décembre 2024, la présente analyse s'appuie sur une reconstruction d'un « IPCH américain » à partir des données de l'indice des prix à la consommation (CPI). L'exercice consiste, de manière simplifiée, à neutraliser la composante de loyers imputés des propriétaires occupants (« owner-occupied rent »), qui fait partie intégrante de l'IPC américain mais n'est pas incluse dans le champ de l'IPCH européen ([► encadré 1](#)).

¹ L'inflation du « core PCE » désigne l'indice des prix des dépenses de consommation personnelle hors alimentation et énergie, qui est une mesure alternative à l'IPC sous-jacent aux États-Unis.

Encadré 1 : Méthodologique - reconstitution d'un IPCH pour les États-Unis à partir du CPI

Champ et principe général

L'objectif est d'approcher un indice « à la manière de l'IPCH » pour les États-Unis, à partir de l'indice des prix à la consommation (CPI-U) publié par le *Bureau of Labor Statistics* (« BLS »). La principale différence entre les deux indices réside dans l'exclusion de la consommation imputée des propriétaires-occupants de l'indice européen, alors que celle-ci est incluse dans l'indice américain. Ainsi, en pratique, il est possible de retirer du panier du CPI le poste *Owners' Equivalent Rent* (« OER ») avant de renormaliser les pondérations des autres composantes de l'indice.

Les séries utilisées de l'indice global *All items* (CPI-U), ainsi que le sous-indice OER sont mensuelles et non désaisonnalisées. Les pondérations retenues correspondent au millésime de décembre 2024, c'est-à-dire à des poids calculés sur la base de l'année 2023.

$$MoM_{[exOOH,t]} = \frac{MoM_{[All,t]} - w_{[OER]} \times MoM_{[OER,t]}}{1 - w_{[OER]}}$$

Avec :

- MoM : variation mensuelle en % ;
- $w_{[OER]}$: poids des loyers imputés dans l'indice d'ensemble.

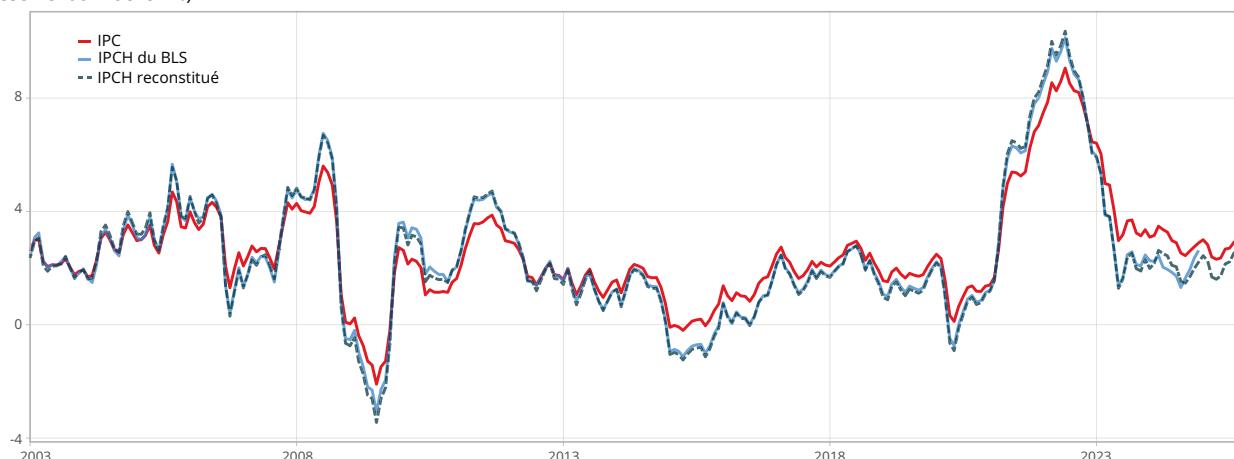
La trajectoire en niveau de l'indice IPCH reconstitué est obtenue par chaînage de la variation mensuelle hors loyers imputés calculée à l'étape précédente :

$$I_{[t]}^{[IPCH]} = I_{[t-1]}^{[IPCH]} \left(1 + \frac{MoM_{[exOOH,t]}}{100} \right)$$

Avec I_t : indice en niveau.

L'initialisation de l'indice est à $I_0 = 100$ puis à la fin des itérations, il est rebasé à 2015 = 100. ●

► Comparaison de l'IPCH américain reconstitué avec l'IPC américain et avec l'IPCH américain tel qu'il était publié par le BLS jusqu'à décembre 2024 (glissement annuel en %)



Dernier point : septembre 2025

Lecture : en septembre 2025, le glissement annuel de l'IPC était de +3,0 contre +2,7 pour le pseudo-IPCH américain reconstitué.

Source : BLS, calculs Insee.

Conjoncture internationale

En glissement annuel, l'indice américain ainsi reconstitué a dépassé celui de la zone euro en juin 2025 (**►figure 1**), divergeant de la trajectoire similaire qu'ils suivaient depuis le deuxième trimestre 2024. Auparavant l'IPCH de la zone euro se situait au-dessus de son équivalent américain, la crise inflationniste ayant été plus forte et décalée dans le temps en Europe, du fait de facteurs spécifiques liés à l'invasion de l'Ukraine par la Russie.

En particulier, la comparaison des contributions à l'inflation entre la zone euro et les États-Unis (**►figures 2 et 3**) met en évidence des évolutions contrastées depuis le début de l'été 2025. Ainsi, aux États-Unis, les biens manufacturés hors véhicule voient leur contribution à l'inflation augmenter progressivement depuis juin 2025, tout comme celle des véhicules, dans un contexte de renchérissement lié à la mise en place des nouveaux droits de douane. Si la contribution de ces mêmes biens (hors véhicule) n'est pas nulle en zone euro, elle demeure toutefois constante depuis le début de l'année. Les contributions des services apparaissent, en revanche, relativement proches dans les deux zones². Enfin, l'énergie a une dynamique très particulière aux États-Unis due à plusieurs facteurs.

Une contribution énergétique redevenue positive notamment sous l'effet de la demande électrique

Depuis le début de l'année 2025, alors que la baisse des prix de l'essence exerçait un effet modérateur aux États-Unis, la hausse progressive des tarifs de l'électricité et du gaz de réseau a partiellement compensé cette détente, entraînant une remontée de la contribution énergétique (**►figure 4**).

Plusieurs facteurs structurels et conjoncturels expliquent cette dynamique américaine. D'une part, les vagues de

chaleur récurrentes observées durant l'été 2025 ont accru la demande de climatisation et donc la consommation électrique des ménages et des entreprises. D'autre part, l'essor rapide des centres de données dédiés à l'intelligence artificielle et la diffusion croissante des véhicules électriques ont soutenu durablement la demande électrique, alors que les capacités de production et de transport du réseau peinent à suivre (**►Powerlines, 2025**). Le prix du gaz a lui aussi connu une nette accélération : entre janvier et octobre 2025, le prix moyen du gaz naturel mesuré au *Henry Hub* (le principal point de référence du marché du gaz aux États-Unis) a augmenté de 54 % par rapport à la même période en 2024. Sur la même période, le prix du gaz TTF en Europe n'a progressé que de +17 %.

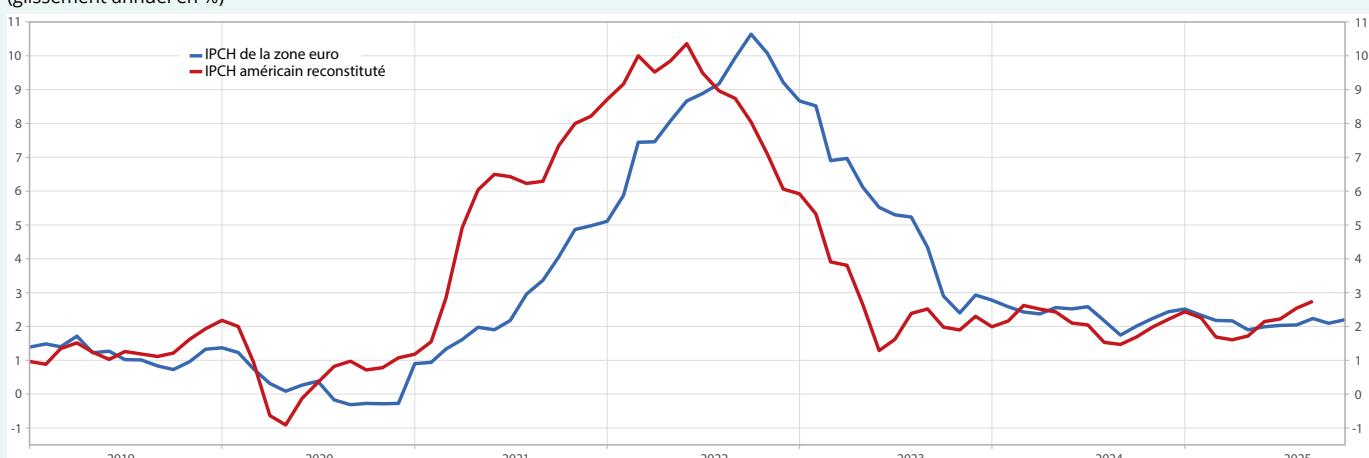
Des pressions inflationnistes concentrées sur les biens manufacturés à fort contenu importé

Une fois neutralisé l'effet de l'énergie, la comparaison entre la zone euro et les États-Unis montre que les tensions inflationnistes américaines proviennent avant tout des biens manufacturés, qui sont les premiers concernés par la transmission de l'effet des droits de douane. Pour mieux cerner ces effets, il est possible de classer les différentes composantes de l'indice du CPI américain concernant les biens, en distinguant ceux dont la consommation finale des ménages intègre une part importante de contenu importé. Cette approche s'appuie sur les tableaux internationaux d'entrées-sorties d'Eurostat (issus de la base FIGARO, **►encadré 2**), qui permettent d'estimer la part d'importations directes et indirectes incorporée dans chaque catégorie de produit consommé aux États-Unis.

Les produits manufacturés à forte intensité technologique apparaissent comme les plus dépendants des importations

² Pour rappel, la comparaison est réalisée une fois neutralisée la composante logement dans l'indice américain.

►1. Comparaison de l'IPCH de la zone euro et de l'IPCH américain reconstitué (glissement annuel en %)



Dernier point : septembre 2025 pour les États-Unis, novembre pour la zone euro.

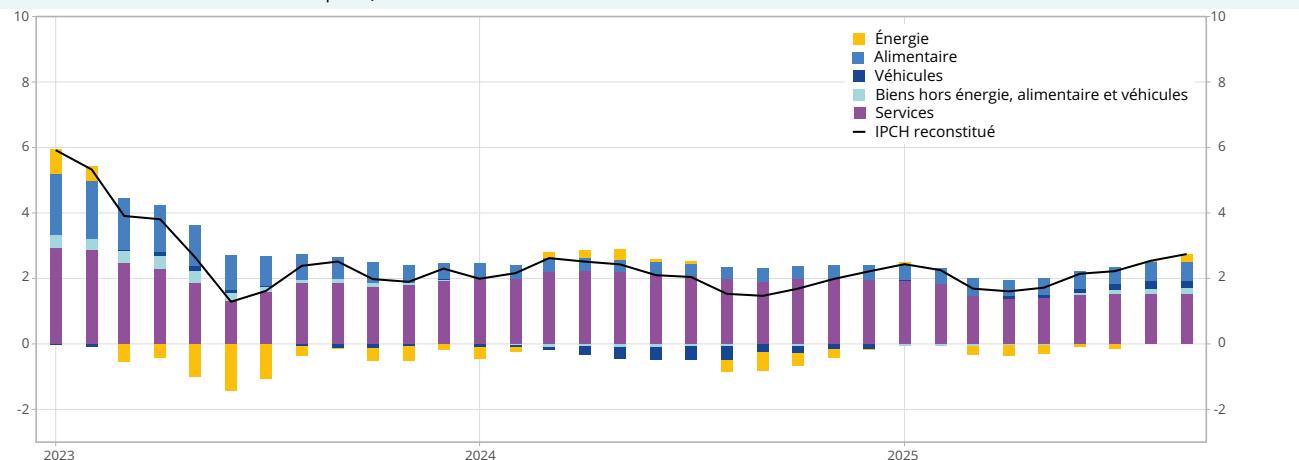
Note : l'IPCH est reconstruit selon la méthode décrite en encadré.

Lecture : le glissement annuel de l'IPCH en zone euro était de +2,2 % en novembre 2025, contre +2,7 % pour celui de l'IPCH américain reconstitué.

Source : BLS, Eurostat, Calculs Insee.

►2. Glissement annuel de l'IPCH américain reconstitué et contributions des différentes composantes

(glissement annuel en % et contributions en point)



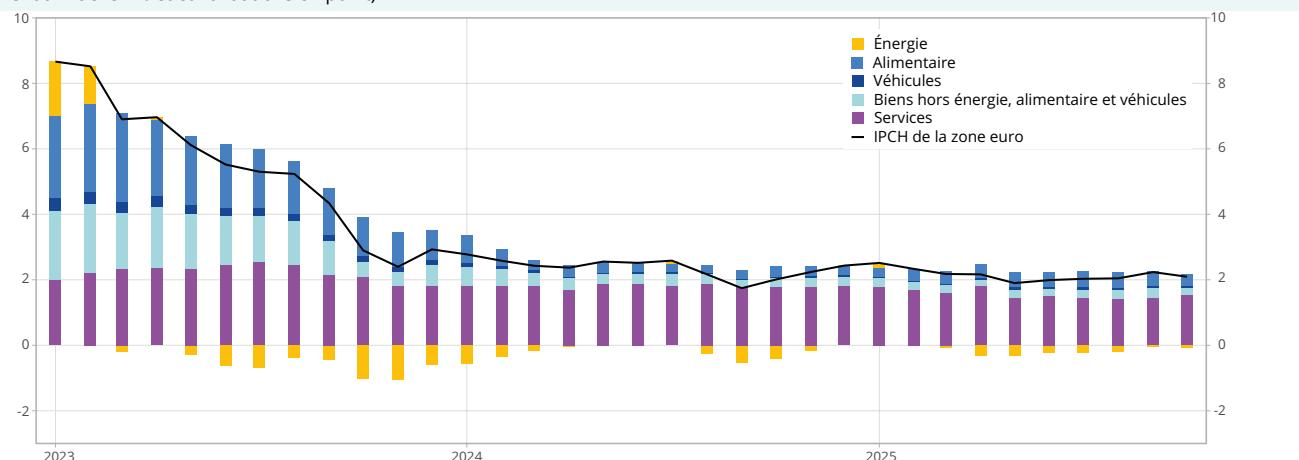
Dernier point : septembre 2025.

Lecture : le glissement annuel de l'IPCH reconstitué était de +2,7 % en septembre 2025, avec une contribution de +0,6 point des prix alimentaires et de +1,5 point des prix de services.

Source : BLS, calculs Insee.

►3. Glissement annuel de l'IPCH de la zone euro et contributions des différentes composantes

(glissement annuel en % et contributions en point)



Dernier point : octobre 2025.

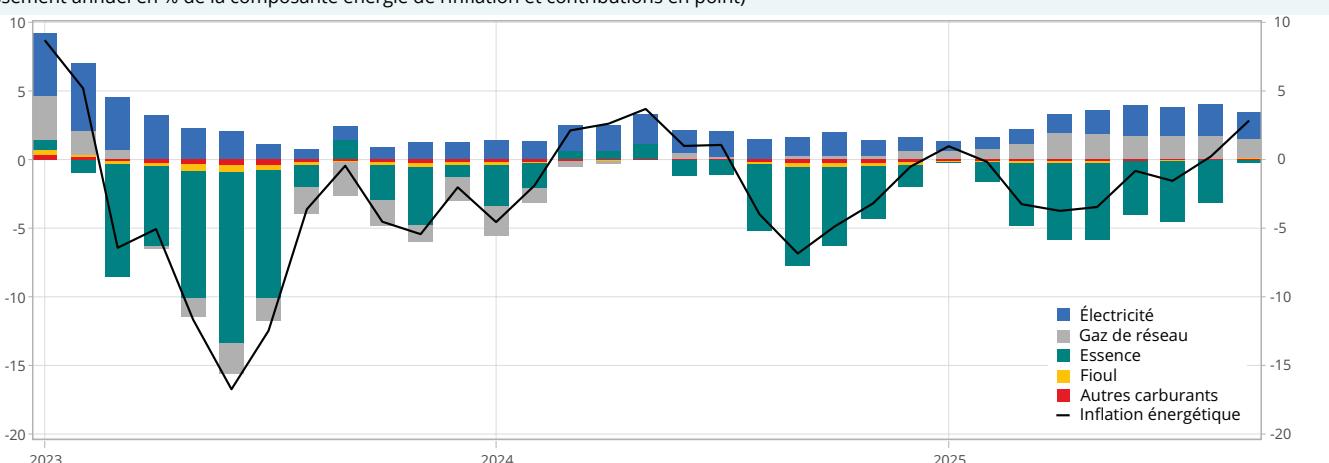
Note : le poste alimentaire exclut ici le tabac et les boissons alcoolisées.

Lecture : le glissement annuel de l'IPCH en zone euro était de +2,2 % en septembre 2025. Les prix de services y contribuaient à hauteur de +1,5 point.

Sources : Eurostat, calculs Insee.

►4. Les prix de l'électricité et du gaz de réseau augmentent aux États-Unis

(glissement annuel en % de la composante énergie de l'inflation et contributions en point)



Dernier point : septembre 2025.

Note : le poste alimentaire exclut ici le tabac et les boissons alcoolisées.

Lecture : le glissement annuel de l'inflation énergétique était de +2,8 % en septembre 2025, et la contribution de l'électricité était de +1,9 point.

Source : BLS, calculs Insee.

Conjoncture internationale

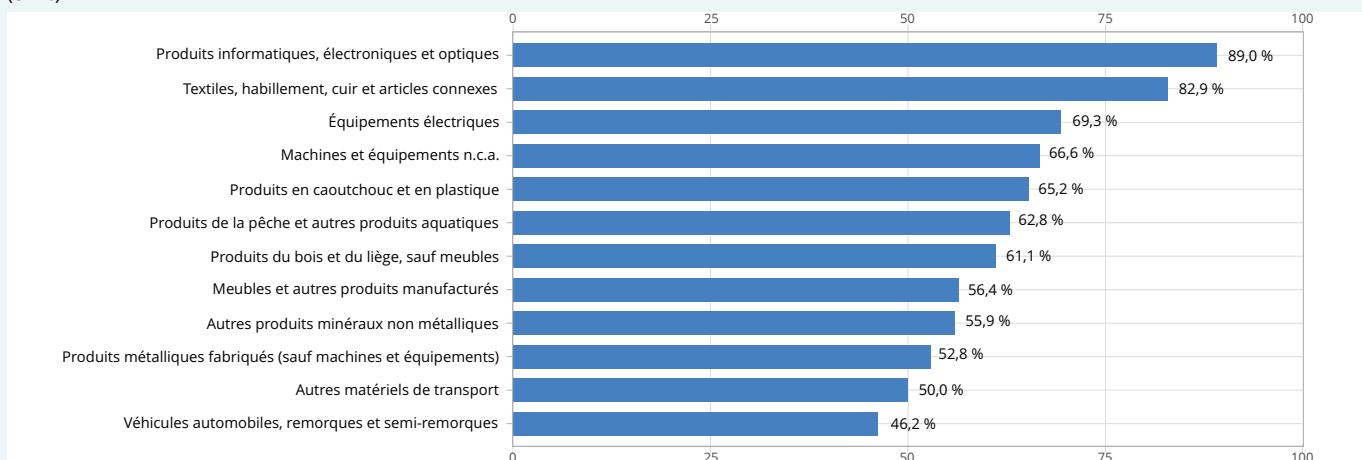
dans la consommation finale des ménages américains (**►figure 5**). Ainsi, près de 90 % de la consommation de produits informatiques, électroniques et optiques provient de l'étranger, directement ou via le contenu importé incorporé dans la production domestique. Les textiles, habillement, cuir et articles connexes suivent avec plus de 80 % d'importations, reflétant la délocalisation ancienne des chaînes de production vers l'Asie. Les équipements électriques et les machines et équipements présentent également une forte intégration internationale (respectivement 69 % et 67 %). À titre de comparaison, pour les services, le contenu importé de la consommation s'élève à seulement 5 %.

Une accélération des prix pour les biens à fort contenu importé depuis le printemps 2025

La décomposition du CPI hors énergie selon le contenu importé des biens de consommation met en évidence une divergence récente des dynamiques de prix (**►figure 6**). Alors que l'inflation des biens et services dont la part de consommation importée est inférieure à 40 % demeure stable, autour de +3 %, celle des biens fortement exposés au commerce international (plus de 40 % de contenu importé dans la consommation) s'est nettement redressée depuis le printemps 2025. Après une période de baisse de l'inflation de ces biens en 2022 et 2023, puis de quasi-stagnation en 2024³, leurs prix repartent à la hausse.

³ La baisse de l'inflation observée en 2023 s'explique en partie par le repli du CPI des véhicules, lui-même alimenté par d'importantes remises des constructeurs à un moment où les stocks, gonflés par l'atténuation des contraintes et pénuries post-pandémiques, restaient élevés. La stagnation de 2024 s'explique par plusieurs facteurs, certains produits comme les véhicules continuent de baisser et d'autres comme les médicaments sur ordonnance ou encore le textile augmentent en cours d'année.

►5. Part de la consommation finale importée des ménages américains, directe et indirecte (12 premiers produits) (en %)



Lecture : les ménages américains consomment 89 % de produits informatiques, électroniques et optiques importés, directement ou indirectement.

Source : Figaro Eurostat millésime 2023 édition 2025, Calculs Insee.

►6. Décomposition de l'inflation américaine en sous groupe en fonction du contenu de la consommation importée (glissement annuel en %)



Dernier point : septembre 2025.

Note : une association a été réalisée entre la nomenclature Figaro et la nomenclature CPI.

Lecture : le CPI des biens dont la consommation finale importée dépasse 40 % a évolué de +2,6 % en septembre 2025, contre +3,1 % pour les biens et services hors énergie dont la consommation finale importée est inférieure à 40 %.

Source : BLS, Eurostat, Calculs Insee.

La différence de dynamique de l'inflation entre les deux ensembles illustre ainsi un *pass-through* tarifaire sélectif, touchant en priorité les produits les plus intégrés aux chaînes de valeur mondiales.

La hausse des prix de l'énergie et des tarifs douaniers commencent à se transmettre aux prix de production aux États-Unis

Après une phase de normalisation commune en 2023 et 2024, les prix à la production industrielle divergent à nouveau entre les États-Unis et la zone euro depuis le deuxième trimestre 2025 (►figure 7). Les deux économies avaient connu une hausse marquée en 2021-2022, portée par la flambée des coûts de l'énergie et des intrants, avant un repli rapide à partir de la mi-2022. Depuis le début de l'année 2025, cependant, le PPI américain repart légèrement à la hausse, tandis que celui de la zone euro demeure quasi stable autour de zéro. Cette reprise

modérée aux États-Unis reflète à la fois les tensions sur les coûts domestiques de production – notamment l'électricité et certains intrants manufacturés – et confirme les effets différenciés des hausses tarifaires sur les biens importés qui pourraient s'accentuer dans les mois à venir.

Après un pic au printemps, les anticipations d'inflation se tempèrent un peu, mais restent nettement au-dessus de celles d'il y un an

Au-delà des effets directs et indirects via les coûts de production, si la politique douanière américaine conduit à désancker les anticipations d'inflation, elle est susceptible d'entretenir la réurgence de l'inflation et entraîner une spirale inflation-salaires. Les anticipations d'inflation des ménages ont en effet connu un pic au printemps 2025, avant de se modérer quelque peu durant l'été et l'automne (►figure 8). Les enquêtes du *Conference Board* et de la Réserve fédérale de New York restent toutefois nettement

►7. Comparaison des prix à la production dans les industries manufacturières aux États-Unis et en zone euro (en %)



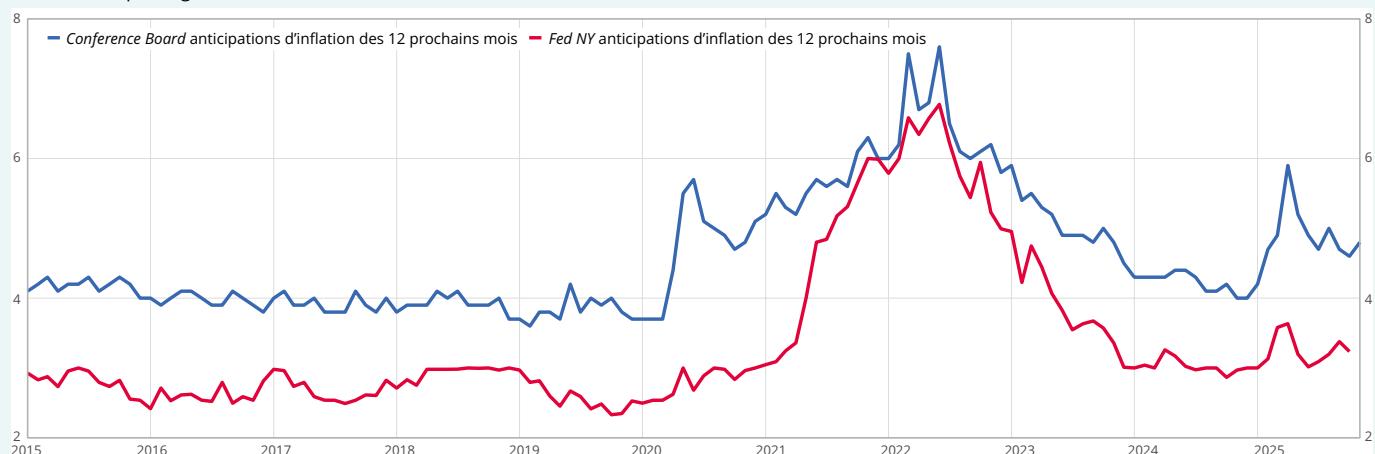
Dernier point : septembre 2025.

Note : il s'agit des prix à la production dans l'industrie manufacturière dans les deux zones.

Lecture : le glissement annuel des prix à la production était de +3,5 % aux États-Unis en septembre 2025, contre +0,4 % pour la zone euro.

Source : Eurostat, BLS, calculs Insee.

►8. Les anticipations d'inflation qui avaient bondi au printemps 2025 se modèrent à l'été (niveau anticipé du glissement annuel en %)



Dernier point : novembre 2025 pour le Conference Board et octobre 2025 pour la Réserve fédérale de New York.

Lecture : d'après l'enquête du Conference Board, les anticipations d'inflation des ménages se situaient à +4,6 % en médiane pour les 12 prochains mois de l'année, contre +3,2 % en octobre dans l'enquête de la Réserve fédérale de New York.

Source : Conference Board, Réserve fédérale de New York, Calculs Insee.

Conjoncture internationale

supérieures à leurs moyennes pré-pandémiques, signe que les ménages continuent d'anticiper une inflation plus élevée. Les travaux récents de la ► **Réserve fédérale de Boston, 2025** soulignent que cette tension persistante dans les anticipations pourrait refléter l'héritage des chocs de prix passés et accroître le risque que les anticipations se désalignent durablement de l'inflation effective, un décrochage qui rendrait plus difficile le retour à la stabilité des prix. De son côté, la dernière enquête d'octobre 2025 de la Réserve fédérale New York rappelle que,

malgré une légère détente, l'inflation attendue à un an demeure élevée relativement aux horizons plus lointains. Pour le moment, la progression annuelle des salaires horaires se maintient un peu en deçà de +4 % (+3,8 % en septembre), soit environ un point de plus que le rythme qui prévalait avant 2020. Le maintien à un niveau élevé des anticipations de court terme se traduirait par un maintien des revendications salariales dans les prochains mois, qui plus est dans un contexte où la main d'œuvre immigrée va cesser de progresser. ●

Encadré 2 : Utilisation du tableau international d'entrées-sorties pour calculer la part importée de la consommation finale des ménages américains

Données utilisées

Le tableau international des entrées-sorties (TIES) de la base FIGARO, publié par Eurostat, décrit la production ainsi que les emplois intermédiaires et finals de 64 produits dans 50 pays. Le millésime utilisé dans cette étude correspond à l'édition 2025, fondée sur les données 2023.

Le tableau comporte 3 200 lignes : chaque ligne correspond, pour un couple (pays × produits) donné, à l'équilibre entre la production du produit dans le pays et ses différents emplois partout dans le monde, à savoir :

- les emplois intermédiaires du produit, utilisés dans le cadre de la production des 3 200 branches (pays × produit) considérées. Ainsi, le tableau international des entrées intermédiaires (TIEI) est une matrice carrée de dimension 3 200, décrivant les emplois intermédiaires des 3 200 couples (pays × produits), en ligne, dans la production des 3 200 branches considérées, en colonne.
- les emplois finals dans chaque pays, décomposés en plusieurs catégories, dont la consommation finale des ménages. La matrice des emplois finals compte 3 200 lignes, correspondant aux couples (pays × produits) et cinq colonnes : chaque colonne représentant un des cinq types de demande finale identifiés (notamment la consommation des ménages et l'investissement des entreprises) dans les 50 pays de la base.

Les importations et les exportations ne sont donc pas directement identifiées dans le TIES : ces flux sont en effet traités de manière implicite, puisque la production d'un pays pour un produit donné est directement reliée aux emplois finals ou intermédiaires de ce produit, que ce soit dans l'économie nationale ou à l'étranger.

Formellement, l'équilibre ressources-emplois d'un couple (pays × produits) i s'exprime par l'égalité entre sa production et la somme de ses emplois finals (notés EF_i) et de ses emplois intermédiaires. On peut réécrire la somme des emplois intermédiaires à l'aide de la production X et des coefficients techniques de production (contenus dans une matrice notée A) :

$$X = EF + A \cdot X$$

Avec :

- X est un vecteur colonne ($3\ 200 \times 1$) des productions pour chaque couple (pays × produits) ;
- A est la matrice carrée ($3\ 200 \times 3\ 200$) des coefficients techniques ;
- EF est un vecteur colonne ($3\ 200 \times 1$), dont chaque ligne correspond à la demande finale agrégée de tous les pays pour un couple donné. Ce vecteur peut être interprété comme le produit (à droite) de la matrice ($3\ 200 \times 5$) des demandes finales dans chaque pays, déclinées par type de demande finale, par un vecteur colonne (5×1) rempli de 1.



Méthodologie

L'objectif est d'estimer, la part étrangère de chaque catégorie de produits consommés par les ménages aux États-Unis (la consommation finale des ménages américains correspond à l'une des colonnes de la matrice des emplois finals évoquée précédemment). Deux canaux sont distingués :

- la consommation finale des ménages américains en produits directement importés, que l'on retrouve sur 3 136 lignes du TIES (c'est-à-dire toutes les lignes, sauf celles correspondant aux 64 types de produits fabriqués aux États-Unis). Pour ces produits, la part importée est conventionnellement fixée à 1 ;
- la consommation finale indirecte des ménages américains en produits importés : il s'agit, pour les 64 produits fabriqués aux États-Unis, de calculer la part des intrants étrangers. Pour chacun de ces produits, la part d'intrants étrangers utilisée dans sa production est calculée à partir de la matrice des coefficients techniques¹.

La part totale importée de la consommation des ménages américains résulte de la somme des consommations importées directe et indirecte pour chaque produit. ●

¹ Ce calcul se limite au contenu de premier ordre en intrants étrangers des produits américains, c'est-à-dire qu'il tient compte des intrants étrangers directement utilisés dans le processus de fabrication, mais pas du contenu en intrants étrangers des intrants américains.

Bibliographie

- Andrade P. et Wicklein M.** (2025), « [Why Have Inflation Expectations Surged Recently? A Historical Perspective](#) », Federal Reserve Bank of Boston, octobre 2025.
- Yale Budget Lab** (2025) « [Short-Run Effects of 2025 Tariffs So Far](#) », septembre 2025.
- Flaaen A., Hortaçsu A. et Tintelnot F.** (2020) « [The Production Relocation and Price Effects of US Trade Policy: The Case of Washing Machines](#) », American Economic Review, vol. 110, n°7, juillet 2020.
- United States International Trade Commission** (2023), « [Economic Impact of Section 232 and 301 Tariffs on U.S. Industries](#) », n°5405, mai 2023.
- Cavallo A., Llamas P. et Vazquez F.** (2025), « [Tracking the Short-Run Price Impact of U.S. Tariffs](#) », 12 novembre 2025.
- PIIE** (2025), « [Who is paying for Trump's tariffs? So far, it's US businesses](#) », PIIE, septembre 2025.
- OECD** (2025) « [Perspectives économiques de l'OCDE](#) », Rapport intermédiaire, *Economic Outlook*, Interim Report, septembre 2025.
- FMI** (2025), « [Global Economy: Tenuous Resilience amid Persistent Uncertainty](#) » *World Economic Outlook*, Update, juillet 2025.
- BIS** (2025), « [Macroeconomic impact of tariffs and policy uncertainty](#) », BIS Bulletin n°110, BIS août 2025.
- Barbiero O. et Stein H.** (2025), « [The Impact of Tariffs on Inflation](#) », *Current Policy Perspectives* 5-2, Federal Reserve Bank of Boston, février 2025.
- Del Negro M., Diagne I., Dogra K., Elbarmi E., Lee D., et Pham M.** (2025), « [The New York Fed DSGE Model Forecast](#) », *Liberty Street Economics*, Réserve fédérale de New York, septembre 2025.
- Powerlines** (2025), « [Utility Bills Are Rising](#) » Skyrocketing Utility Bills Amidst Scorching Summer Heat, Powerlines, juillet 2025. ●